



Frank Hanley, un indépendant qui a fait son chemin

Frank Hanley a été membre du conseil municipal de Montréal de 1940 à 1970. Il a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative du Québec en 1948 et réélu à cinq reprises par la suite à titre de député indépendant de Sainte-Anne. Au cours de cet entretien, M. Hanley passe en revue sa carrière politique et nous livre ses impressions sur ses années au conseil municipal et à l'Assemblée nationale. Lynda Steele a rencontré M. Hanley en novembre 1985 pour la Revue parlementaire canadienne.

Qu'avez-vous fait avant d'entrer en politique?

Quand j'étais jeune, j'ai représenté le YMCA en tant que champion municipal et provincial de boxe, catégorie poids plume. Comme j'ai toujours aimé les chevaux, j'ai travaillé à titre d'entraîneur dans certaines écuries de la région. Un certain Mike Grant envoyait souvent des chevaux à la maréchalerie et je me souviens, à l'époque où je travaillais pour lui, de m'être déjà promené avec quatre chevaux à la fois dans les rues de Montréal. C'est ma passion pour les chevaux qui m'a décidé à devenir jockey. J'ai couru dans le Maryland sous la conduite de mon entraîneur George M. Ridge. À titre de novice, j'ai pu acquérir beaucoup d'expérience car on me donnait les montures les plus récalcitrantes. Après quelques années aux États-Unis, j'ai dû, en raison de mon poids, abandonner la carrière de jockey et rentrer à Montréal. Pour me garder en forme, j'allais danser à la rue Peel — à dix cents la danse. Pendant la dépression, je vivais de l'assistance sociale, mais je

devais, pour cela, effectuer différents travaux pour la ville. Je déblayais la neige sur les trottoirs, travaillais dans la construction et faisais divers autres travaux manuels. Je me suis marié en 1932.

Comment êtes-vous entré en politique?

Un de mes amis, M. Couturier, m'y a poussé. Nous étions tous les deux à l'emploi de la ville à l'époque. Il n'y avait pas de syndicats en ce temps-là à Montréal et l'on se plaignait beaucoup des conditions de travail. Un jour, M. Couturier est venu me voir et m'a dit : «Frank, la seule façon de nous défendre, c'est de nous lancer en politique». Nous avons donc formé l'Association des hommes d'affaires de Sainte-Anne. Nous étions assez actifs dans la région et nous nous sommes faits un tas d'amis. En 1940, on m'a envoyé briguer un siège au conseil municipal et je l'ai emporté par acclamation. C'est Camillien Houde qui était maire de Montréal à l'époque.

Comment étaient vos relations avec le maire Houde?

Très bonnes! Juste après mon élection au conseil municipal, les éboueurs ont menacé de se mettre en grève. Apparemment, ceux-ci ne voulaient pas être contraints de travailler après les heures normales les jours de tempête. Appelé à la rescousse par le conseiller Honoré Parent, j'ai réussi à conclure une entente avec les travailleurs. Désormais, deux hommes seraient désignés à tour de rôle pour ramener les chevaux au bercail et les autres prendraient place à l'arrière

pour boire leur bière. Le conflit était donc réglé autour de quelques bouteilles de bière, ce qui m'a mis dans des meilleurs termes avec le maire.

Houde a été, selon moi, le meilleur maire que nous ayons jamais eu. À son époque, la ville avait un coeur et une âme. Il a toujours pris soin de ses concitoyens, et ses décisions étaient toujours guidées par le bon sens. Montréal était à l'époque une ville ouverte.

Qu'entendez-vous par ville ouverte?

On fermait un peu les yeux sur les règlements. Il y avait des prostituées à Montréal, mais leur territoire était circonscrit de sorte qu'elles ne dérangent personne — c'est d'ailleurs ce que le gouvernement songe à faire à l'heure actuelle. Les joueurs et les bookmakers gagnaient leur vie eux aussi. Les tripots, par exemple, n'étaient pas assujettis à une taxe spéciale. Nous ne leur faisons pas payer de permis. Nous faisons plutôt une descente chez eux tous les mois et leur imposons chaque fois une amende de 1 000 \$ (soit douze fois le prix d'un permis). Montréal était une ville bourdonnante d'activité. Elle attirait aussi de nombreux américains. Et, en fait de violence, elle fut de 1940 à 1960, la ville la plus calme en Amérique du Nord!

En 1948, vous avez été élu à l'Assemblée nationale du Québec. Pourquoi avez-vous choisi de vous présenter à titre de candidat indépendant?

Je suppose que c'est mon petit côté irlandais... qui fait que j'ai une



Frank Hanley et un de ses amis

tendance naturelle à m'opposer à toute autorité officielle, quelle qu'elle soit! Je n'aime pas qu'on me dicte ma ligne de conduite. J'estimais que j'aurais plus de pouvoir et plus d'influence en étant indépendant. D'ailleurs, je vais vous dire une chose : j'ai travaillé d'arrachepied dans Sainte-Anne, j'ai travaillé jour et nuit et je crois avoir réalisé davantage au conseil municipal et à l'Assemblée nationale à titre d'indépendant. À mon avis, un bon député doit faire preuve de bon sens et de discernement. C'était, à mon sens, le meilleur moyen d'obtenir ce que je voulais, non pas pour moi, mais pour mes électeurs.

Mais quel parti appuyiez-vous aux élections?

Eh bien, je votais évidemment pour le parti au pouvoir. Pourquoi aurais-je fait autrement?

Parlez-nous de vos rapports avec le premier ministre Maurice Duplessis?

Nous étions de bons amis et nous nous entendions très bien. Duplessis avait l'appui du peuple et il a été, à mon avis, le meilleur premier ministre que j'ai connu. Il était très charitable et très bon envers les groupes

minoritaires, mais il n'était pas aimé des anglophones. D'ailleurs, je crois que son parti, l'Union nationale, est bien mort avec lui.

L'Union nationale a-t-elle présenté des candidats contre vous?

Je n'ai jamais eu une très forte opposition. M. Duplessis m'appuyait. C'est pourquoi il n'a jamais présenté de forts candidats contre moi. Une fois, l'Union nationale décida de présenter un avocat dans mon comté. J'ai entendu dire plus tard, après que j'eus remporté l'élection, que M. Duplessis avait dit à son candidat de mettre la pédale douce contre moi. Une autre fois, les Libéraux se mirent en tête de me déloger, et répandirent la rumeur que le pape souhaitait ma défaite. Lorsque M. Duplessis eut vent de cela, il décida de m'appuyer financièrement pour être bien sûr que je l'emporte.

À quoi ressemblait l'Assemblée nationale dans les années 50?

Oh, elle n'avait rien de commun avec l'Assemblée nationale actuelle. D'ailleurs, je ne voudrais pas en être membre aujourd'hui. À l'époque elle fonctionnait sous le signe du gros bon

sens. Aujourd'hui, tout est devenu académique et pompeux. Il est vrai que, dans le temps, le salaire annuel d'un député n'était que de 2 000 \$... rien du tout comparé à ce qu'on les paie aujourd'hui. Mais cet aspect était assez secondaire; d'ailleurs je n'ai jamais été très attaché à l'argent.

M. Duplessis avait, à l'époque, une forte emprise sur l'Assemblée et savait comment arriver à ses fins. Je me souviens, qu'une fois, il voulait faire adopter un projet de loi imposant une taxe de luxe sur les bijoux. Il a fait venir tous les députés à l'Assemblée et a étiré la séance pendant des heures. Une fois que la plupart des députés de l'opposition se furent endormis, il a mis la question aux voix. C'était un homme très rusé qui savait aussi comment diriger ses ministres. Chaque fois que l'un d'eux était interrogé, M. Duplessis lui faisait signe de rester assis et il répondait à sa place. Il répondait toujours à la place de ses ministres. Peut-être Brian Mulroney devrait-il suivre son exemple. Cela lui éviterait bien des ennuis!

Les pratiques électorales étaient aussi fort différentes, n'est-ce pas?

Au début, nous devions payer tous

nos frais à Québec avec notre salaire annuel de 2 000 \$. Ceux qui le pouvaient le faisaient. Les autres étaient aidés en douce par M. Duplessis. À l'époque, les élections ne se faisaient pas aux frais des contribuables. M. Duplessis avait établi un système spécial en vertu duquel 10 p. 100 de tous les marchés gouvernementaux étaient versés au fonds électoral. Lorsqu'il déclenchait une élection, c'est l'Union nationale qui en payait la note. Aujourd'hui, ce sont les contribuables. De plus, la «caisse noire» existe toujours et l'argent qui reste est versé directement dans les coffres du parti. La méthode de M. Duplessis n'était donc pas si mauvaise, puisque les contribuables n'avaient pas un sou à déboursier. Regardez ce qui se passe aujourd'hui. Les partis ont des millions de dollars dans leurs caisses, mais ce sont quand même les contribuables qui doivent financer tous les candidats.

Comme je l'ai mentionné, M. Duplessis nous aidait. Il m'appelait pour me demander combien il me fallait, et il me remettait le montant dont j'avais besoin. En 1960, son successeur, Antonio Barrette, me demanda combien je voulais, et il fut scandalisé lorsque je lui répondis qu'il me fallait 35 000 \$. À l'entendre, même le ministre des Finances n'avait reçu que 25 000 \$. Mais j'ai quand même obtenu gain de cause!

Cet argent m'a toutefois occasionné des problèmes. Je pouvais l'utiliser à mon gré sans avoir à payer d'impôt. Comme il y avait à l'époque un tas de personnes qui étaient beaucoup plus dans le besoin que moi, j'étais régulièrement sollicité de diverses façons. Je donnais peut-être une centaine de dollars par semaine. Six ans plus tard, quelqu'un a bavardé, mettant ainsi les inspecteurs du fisc à mes trousses. Je devais, selon eux, 32 000 \$ à l'État. Comme, bien sûr, je n'avais pas ce montant, on m'a pris ma maison et j'ai dû emménager dans une autre, plus petite, à Greenfield Park.

Vous avez été forcé de quitter la vie politique en 1970.

Je n'ai trébuché qu'une seule fois au cours de mes campagnes; ce fut contre le libéral George Springate. La crainte du séparatisme était la question en vogue à l'époque, et M. Springate insistait beaucoup sur ce thème. Pour ma part, je n'étais pas inquiet et je croyais que l'élection était gagnée d'avance. Mais les gens avaient peur. Je suppose que j'ai fait preuve d'un excès de confiance. C'est pourquoi

lorsque la population s'est ralliée à M. Springate, j'ai dû m'avouer vaincu.

Mais malgré la défaite, je dois dire que j'ai gardé le meilleur souvenir de cette soirée-là. Je m'étais arrangé pour réunir dans la même pièce Jack Webster et Pat Burns (deux animateurs radiophoniques fort controversés et je leur avais demandé de venir me rejoindre dans une grande chambre d'hôtel, où toute une équipe était réunie pour attendre les résultats des élections. Je ne leur avais évidemment pas dit qu'ils allaient être en présence l'un de l'autre. Lorsqu'ils sont finalement arrivés, j'ai verrouillé la porte derrière eux et nous avons eu droit au meilleur débat de tous les temps. Quelle soirée inoubliable!

Pourquoi vous êtes-vous présenté comme libéral au scrutin fédéral de 1972?

Je n'ai jamais été candidat libéral; je me suis présenté comme indépendant. Laissez-moi plutôt vous expliquer ce qui s'est produit. Au moment des élections fédérales de 1972, certains amis sont venus me proposer de me lancer sur la scène fédérale pour secouer un peu le député sortant. J'avais déjà été élu à l'Assemblée nationale et au conseil municipal, je n'étais donc pas vraiment intéressé à me faire élire à Ottawa, mais l'idée d'enquiquiner un peu les Libéraux ne me déplaisait pas. Je me suis donc procuré une camionnette sur laquelle j'ai fait inscrire «Candidat officiel du Parti libéral»; ce que je n'étais pas, bien sûr. Au volant de ce véhicule, je suis ensuite allé me balader sur la rue Dorchester, à proximité de Radio-Canada. Il y avait justement un attroupement et le premier ministre était apparemment en train d'accorder une entrevue. Je me suis dit qu'en attendant, je pouvais en profiter pour serrer des mains. Pierre Trudeau est finalement sorti, il a jeté un coup d'oeil sur ma camionnette et m'a serré la main en me disant : «J'espère que vous l'emporterez». Le lendemain, dimanche, les journaux publiaient une photo de M. Trudeau en train de me serrer la main et de me souhaiter bonne chance à titre de candidat officiel du Parti libéral. Vous pouvez imaginer l'émoi que cela a causé dans l'organisation du Parti libéral à Sainte-Anne.

Quelques jours plus tard, je dinais dans un restaurant de la rue Peel, lorsqu'un de mes amis est venu me dire que M. Trudeau assistait à une réunion tout près de là. Je décidai de me joindre aux 40 ou 50 autres

personnes qui s'étaient rendues sur place pour le rencontrer. Imaginez la scène. À la sortie de sa réunion, Pierre Trudeau me fait signe de le suivre jusqu'à sa limousine stationnée au coin de la rue. Nous montons, il lève la vitre de la portière et me dit : «Tu m'as bien eu, coquin». Sur quoi je lui réponds que c'est lui qui est tombé dans le panneau. Le plus drôle de toute cette histoire, c'est que j'ai bien failli remporter cette élection!

Comment arriviez-vous à cumuler les fonctions de député à l'Assemblée nationale du Québec et celles de conseiller municipal? Comment trouviez-vous le temps de faire tout cela, d'être membre d'autres organismes et comités et d'avoir une vie familiale?

Il n'était pas rare, à l'époque, de voir un député occuper aussi un poste de conseiller municipal; au contraire, il était avantageux pour un conseil municipal d'avoir un représentant à Québec. Cela lui permettait de savoir exactement ce qui se passait à l'Assemblée nationale. Pour ce qui est du temps... eh bien, j'en trouvais toujours. En 53 ans de mariage, ma femme ne s'est jamais plainte de mes absences répétées à des réunions ou à des banquets. Mes enfants ont plus tard participé à mes activités et ils s'intéressent toujours à la politique, même si mon petit-fils jure, lui, qu'il n'y succombera jamais.

Êtes-vous toujours actif en politique?

Bien sûr, je suis président de l'organisation du Parti progressiste-conservateur ici-même à Montréal, et j'ai travaillé pour Brian Mulroney lorsqu'il s'est présenté à la direction du parti. Je suis d'ailleurs avec lui depuis ses tout débuts en politique. Lorsque le gouvernement a songé, il y a quelque temps, à réduire le montant des pensions de vieillesse, j'ai écrit à Brian pour l'en dissuader. Je l'ai averti qu'il allait décevoir bien du monde. Il m'a répondu, dans une lettre, qu'il allait reconsidérer sa décision; ce qu'il a effectivement fait.

Plus d'un an a passé depuis les dernières élections, et jamais je n'ai demandé de compensation quelconque pour mes services. Je dois cependant dire que j'ai été nommé commissaire au recensement. Ça va me tenir bien occupé. Je n'y connais rien encore mais je vais apprendre au fur et à mesure. Je suis donc encore actif en politique et dans diverses organisations. Il faut bien dire que je ne peux pas demeurer inactif.